

Grèce : Terre brûlée

dimanche 22 juillet 2012, par [GRIGORIOU Panagiotis](#) (Date de rédaction antérieure : 11 juillet 2012).

« *Lorsqu'on est ministre on ne compte plus ses heures* », phrase jadis stéréotypée, un cliché presque. Chez nous par contre, on les compte, surtout depuis l'investiture du gouvernement Samaras. Déjà deux ministres ont démissionné, Rapanos à l'Économie, officiellement pour des raisons de santé et Vernicos à la Marine marchande, depuis le « rappel » fait par SYRIZA sur ses activités offshore.

Eh bien, les heures des ministres de la coalition gouvernementale, de cette « Troïka de l'intérieur », sont déjà comptés. Treize heures après le vote d'investiture, Nikos Nikolopoulos, alors vice-ministre du Travail (!), a donné sa démission, motivée par inadéquation entre les positions préélectorales de la Nouvelle Démocratie sur la re-négociation du Mémorandum, et la réalité post-électorale, imposée unilatéralement par les seuls « créanciers » et par la Troïka. Visiblement, les « naïfs » dans ce pays ne sont pas que des électeurs « libres et égaux ».

Par une lettre « très confidentielle » (et finalement connue et reproduite par tous les médias de la baronnie), adressée directement à Antonis Samaras, Nikos Nikolopoulos souligne
« qu'accompagnant le ministre [du Travail] Yannis Vrotsis lors de la rencontre programmée avec la Troïka à la date du 06/07, c'est avec grande surprise et dans une douleur pénible (sic) que j'ai constaté que les représentants des créanciers n'acceptent aucunement, quelconque ré-négociation (même pour ce qui est des aspects secondaires), pour ce qui relève du droit du travail, de la Sécurité Sociale et des prestations sociales. De ce fait, et dans l'essentiel, nos engagements électoraux sur la ré-négociation sont abandonnés, et ainsi ton texte d'investiture, rédigé de concert avec les deux autres chefs politiques, n'engage et suit plus notre stratégie et notre pratique politique. J'étais presque terrorisé (sic) en entendant Yannis Vrotsis, assurer les représentants de la Troïka « que notre seule priorité demeure la poursuite de la même feuille de route dans le respect des termes du Mémorandum et ceci avec pugnacité », ayant par la même occasion, confirmé ces assurances répondant à la question alors posée (par les représentants de la Troïka) : « y compris en se mettant en porte à faux vis à vis des engagements programmatifs du nouveau gouvernement tripartite ? (...) »

Cette douleur est effectivement pénible, mais la tromperie de son côté, serait tout autant immense. On vient par ailleurs d'annoncer les prochaines « mesures chiffrées » à plus de 3 milliards d'euros, à enlever d'une façon ou d'une autre et de priorité aux heureux votants du pays. Les recettes de la TVA s'effondrent, il manquerait déjà un milliard d'euros et dans certains hôpitaux et dispensaires de l'Assistance Publique on n'imprime plus les listes des patients, faute de papier et d'encre pour faire tourner les imprimantes. Par contre, une autre liste imprimé noir sur blanc, comportant les noms des 60 premiers établissements hospitaliers privatisables et ainsi « libres de suite », circule sous le manteau des Troïkans. Certains députés de la Gauche Démocratique protestent déjà auprès de leur chef Fotis Kouvelis, « nos engagements sur allègement du Mémorandum, doivent être tenus », la musique est connue mais les souris, c'est à dire nous tous, n'ont pas l'air de danser. Acculé devant l'inadmissible, Fotis Kouvelis assure ce soir (mercredi 11/07) « *que finalement la négociation du Mémorandum aura lieu* », et... nous irons dormir enfin tranquilles ou se faire hospitaliser... ailleurs.

Il fait très chaud ces derniers jours et le pays déjà à moitié mort tourne au ralenti. Excepté les Troïkans, le « gouvernement », autrement-dit les « préparateurs de commandes », et certainement

l'Aube dorée par ses nuits et jours de cristal. C'est ainsi que les cristaux liquides de notre écran social s'assombrissent de jour en jour. N.K., résistant des années 1940, opposant au régime des Colonels ayant trouvé refuge en RFA, et ancien journaliste à la radio allemande (service en langue grecque) rencontré par hasard, estime que le danger fasciste serait ante portas, sauf qu'il demeure sous-estimé par tout le monde. « *Ma fille qui vit en Allemagne, vient d'organiser des actions de solidarité pour aider le peuple grec et c'est un succès, tous les Allemands ne portent pas le nom Merkel* », ajouta-t-il. C'est vrai aussi que la communauté allemande demeurant sur la partie ouest de la Crète proteste également ; temps étrange et visiblement pluriel dans ses sémantiques.

Une jeune historienne rencontrée dans les locaux d'une Fondation privée pour la culture et la recherche historique se demande si tout cela vaut vraiment la peine, c'est à dire, y travailler bénévolement dans le seul but de ne pas perdre le contact avec sa discipline : « *une autre thésarde a trouvé un travail à mi-temps dans un centre d'appels pour 186 euros net par mois, donc nous mourons vraiment, ma génération est dans la tombe déjà* » ajouta-t-elle sans trop éprouver de l'émotion non plus. Ayant travaillé dans le passé pré-troïkan sur ce fond d'archives comportant 2.500 lettres du front, adressées aux mairaines de guerre, j'ai été sollicité tout aussi bénévolement, afin d'indiquer certaines orientations de recherche concernant la collection. Les soldats, leur sociabilité au front, leurs représentations des moments paroxysmiques de la bataille, mais c'était sans doute dans une « *trop autre* » guerre. On se disait que « *les archives ne manquent pas* », mais il ne faut plus du tout compter sur l'État pour avancer la recherche.

Des abris de fortune « flambant neufs » ont fait leur apparition au centre ville, à moins de cent mètres des locaux de la Banque de Grèce. Des « lettres mortes du front 2012 » à leur manière je dirais. Les touristes s'y attardent un bref moment et encore, les Grecs, même pas.

J'ai remarqué que sur la Place de la Constitution, l'arbre de Dimitri s'est fait dépossédé de toutes ses offrandes et autres messages agrafés ou déposés à l'endroit où Dimitri Christoulas, le pharmacien, s'est tiré une balle dans la tête en avril dernier. Déjà, lors du meeting de la Nouvelle Démocratie sur les lieux peu avant les élections de juin dernier, ce nouveau lieu de mémoire a été profané. À présent, son dépouillement total sous ordre des « autorités », ou de la municipalité (pour ne pas évoquer les éventuels « volontaires » qui seraient également... légion par les temps qui courent).

Le Mémoire n'est pas négociable mais la mémoire de la Résistance récente est effacée sans hésitation. À l'heure... comptée des « ministres » le peuple compterait pourtant encore, car même ses morts sont devenus très gênants. Seule la nouvelle « baraque de la lutte politique » des Syriens, opposants au régime de leur pays est autorisée à défendre sa cause place Syntagma. Finalement, les passants restent plutôt indifférents.

Mercredi soir tard, les trois chefs des partis de la coalition, se déclarent déterminés « *à négocier le Mémoire dans la mesure du possible* ».

Un fonctionnaire des impôts s'est tiré une balle dans la tête en Crète, mais ce nouveau suicide ne fera pas la une. Au contraire, le journalisme de saison serait en train d'accorder ses violons pour demain : « *notre gouvernement fait de la résistance* » et autres euphémismes de la dernière pluie. Elle est déjà loin elle aussi, temps très sec, terre brûlante et terre brûlée... L'église fait la promotion des prochaines fêtes, heures comptées pour... l'éternité...

Panagiotis Grigoriou

P.-S.

* <http://greekcrisisnow.blogspot.fr/2012/07/terre-brulee.html#more>